



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL



DE BUENOS AIRES

N° 21 – Mai 2021

En bref – Bisbille au sein du Mercosur sur son positionnement international

Les relations au sein du Mercosur se sont à nouveau crispées depuis les échanges vifs entre les chefs d'Etat à l'occasion des 30 ans de l'alliance régionale, en mars dernier. En toile de fond, deux visions économiques qui s'affrontent, l'une en faveur de la flexibilisation des liens à l'intérieur du marché commun du Sud et l'ouverture commerciale, portée par l'Uruguay et le Brésil, et l'autre prônant plus de contrôles, défendue par l'Argentine. Parmi les sources de discordes, se trouve la proposition brésilienne de baisser les droits de douanes extérieurs de 10 % en 2021 et 2022. A cette demande d'ouverture, se rajoute la requête uruguayenne d'accorder à chaque membre la liberté de négocier séparément des accords avec des pays tiers. En opposition à ces deux doléances, l'Argentine propose de maintenir les taxes douanières sur les produits jugés stratégiques tout en approfondissant l'intégration régionale. L'ensemble de ces questions pourrait être abordé lors de la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères du bloc, prévue le 8 juin. Les débats qui s'annoncent houleux, exigeront une orientation politique de la future stratégie d'insertion internationale du Mercosur. Au regard de la chute des exportations du bloc vers l'Europe (-25 % depuis 2015), des freins au commerce et des points de vigilance soulignés par les parties prenantes à l'accord UE-Mercosur, la recherche de débouchés, notamment pour les produits primaires (la Chine est devenue le premier marché d'exportation du bloc) se dessine comme l'un des principaux enjeux du Mercosur, la croissance des 4 pays étant encore très dépendante des exportations. De la même manière, le renforcement de la coopération au sein du bloc régional, notamment dans la lutte contre la fraude fiscale, le blanchiment des capitaux et la contrebande (en forte progression ces derniers mois) constitue aussi l'un des défis que devra relever l'intégration régionale. Cette problématique est particulièrement vraie pour l'Argentine et le Paraguay, avec des implications macroéconomiques et sociétales. En effet, pour l'Argentine, une meilleure supervision des flux commerciaux améliorera la collecte des taxes douanières et contribuera, in fine, à consolider les réserves internationales, gage de stabilité financière. Quant au Paraguay, la réduction du commerce transfrontalier non déclaré, et de manière générale, de l'économie informelle, est un gage de croissance plus équilibrée et inclusive. Ainsi, au-delà des divergences au sein du bloc régional sur la stratégie commerciale, il s'agira surtout pour les pays membres de renforcer leur niveau d'ambition afin de promouvoir une croissance inclusive, durable et verte.

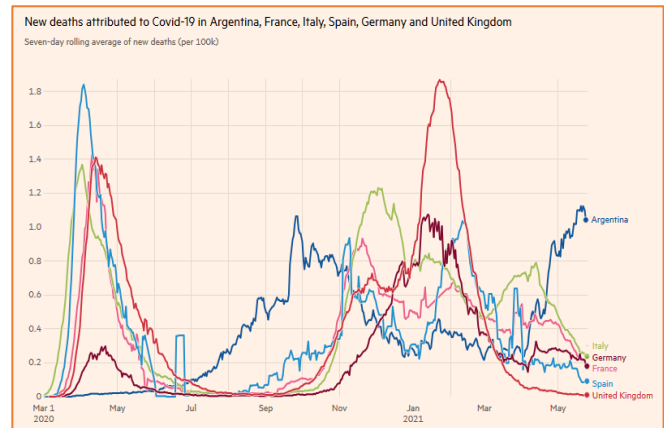
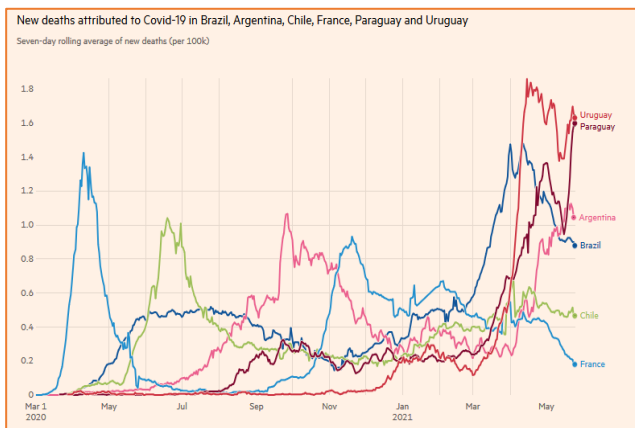
LE CHIFFRE À
RETENIR

2,3%

Poids du Mercosur
dans le PIB mondial

Zoom sur la situation sanitaire

Situation Covid-19 (moyenne mobile sur 7 jours des nouveaux décès, en valeur absolue et par million d'habitants)



Source: Financial Times

Argentine

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 465,5

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 10,5

Situation épidémiologique toujours aussi alarmante. Malgré les effets statistiques causés par les deux jours fériés, la situation sanitaire continue de se dégrader cette semaine comme l'illustre la **progression rapide du taux d'incidence**, à **465,5** contre 431,5 la semaine précédente. De même, le nombre de décès reste élevé, le **taux de mortalité** dépassant toujours les **10 décès /jour par Mhb**. L'aire métropolitaine de Buenos Aires demeure le principal foyer de contaminations et cela, malgré la mise en place d'un confinement strict de 9 jours à partir du samedi 22 mai à minuit.

L'Argentine a par ailleurs reçu plusieurs livraisons de vaccins cette semaine, notamment des vaccins Oxford-AstraZeneca et Sputnik V, portant à près de 15 millions de doses reçues par le pays du cône sud. Par ailleurs, 6 millions de doses du vaccin Sinopharm devraient être livrées en juin. Ainsi, l'Argentine a déjà reçu un peu plus de 8 millions de doses du vaccin Sputnik V, 4 millions de Sinopharm et près de 2,8 millions d'AstraZeneca (en partie via la procédure Covax).

Sur le plan de la **vaccination**, même si l'Argentine reste derrière l'Uruguay et le Chili en termes de couverture, la campagne se poursuit à un bon rythme. Ainsi, **5,43% de la population a déjà été complètement vaccinée**, et **19,64% de la population a reçu au moins une dose du vaccin**.



Chili

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 229,5

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 4,7

La situation épidémiologique reste préoccupante. La tendance haussière des contagions observée ces dernières semaines se poursuit au cours des 7 derniers jours, avec un **taux d'incidence de 229,5** cette semaine contre 209,6 la semaine dernière. Le **taux de mortalité demeure toutefois relativement stable à 4,7.**

Sur le plan de la **vaccination**, le Chili reste très bien classé au niveau mondial à propos de la couverture vaccinale (52,2 % pour la 1^{ère} dose et 40,8 % pour la seconde dose). Pour davantage favoriser la vaccination, le gouvernement a mis en place un **« pass mobilité » pour les personnes ayant été entièrement vaccinées depuis au moins deux semaines.** Avec ce permis, les voyages entre les différentes villes et certaines activités (faire des courses ou des exercices à l'air libre) sont autorisés même dans les zones étant encore sous restrictions. En revanche, le permis n'autorise pas la circulation pendant le couvre-feu (de 22h à 5h du matin).

Paraguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 295,9

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 15,7

Situation sanitaire toujours aussi critique. Le nombre de nouveaux cas repart très fortement à la hausse avec le **taux d'incidence** qui passe d'environ 220, relativement stable depuis la fin avril, à **295,9** cette semaine. Le **taux de mortalité** a également fortement augmenté, le Paraguay se hissant désormais au niveau de l'Uruguay (1^{er} pays de la région s'agissant de la mortalité) avec un taux de décès à **15,7** contre 11,1 la semaine dernière.

Cette dégradation sanitaire intervient alors que la **campagne de vaccination paraguayenne reste très lente**, avec un taux de couverture à une dose de seulement **3,55 %** et à deux doses de **0,73 %**.

Uruguay

Taux d'incidence par 100.000 habitants sur les 7 derniers jours : 778,4

Nombre de morts/jour par Mhb sur les 7 derniers jours : 15,8

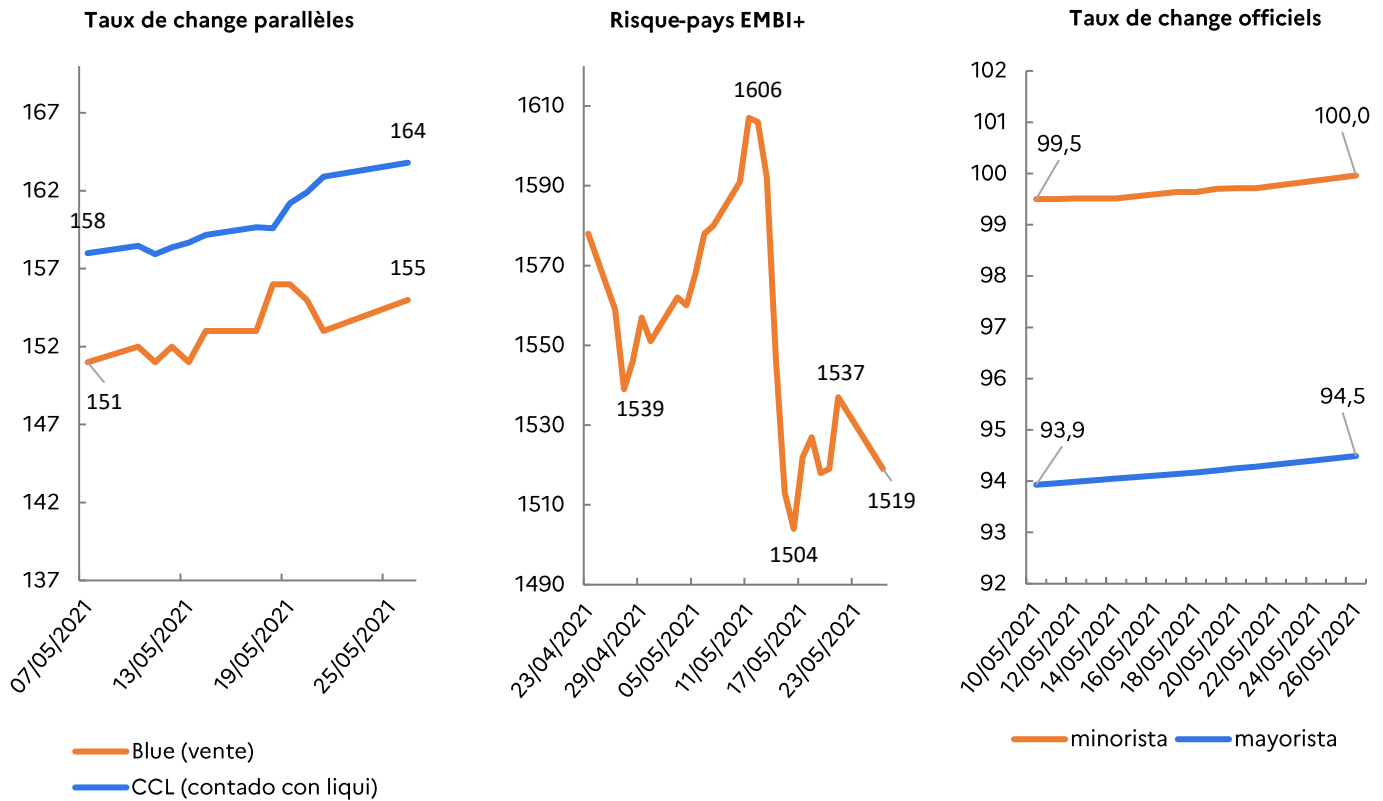
Nouveau record dans les contaminations. L'Uruguay enregistre un nouveau pic de contagion cette semaine, le **taux d'incidence atteignant 778,4** contre 611,5 la semaine précédente, soit un niveau record dans la région. S'agissant de la mortalité, la situation demeure très dégradée, mais



stable au cours des 7 derniers jours, avec un **taux de décès de 15,8** contre 15,9 la semaine dernière. Cette situation critique laisse présager une nouvelle extension des restrictions à la mobilité dans le pays.

En termes de **vaccination**, la couverture vaccinale continue de progresser à un rythme soutenu permettant d'atteindre **48,3 %** pour la première dose, niveau similaire à celui du Chili, et **28,5 %** pour les deux doses.

Graphiques de la semaine



ARGENTINE

Les incertitudes demeurent fortes autour des négociations sur les engagements extérieurs de l'Argentine

Alors qu'arrivent à échéance les engagements de l'Argentine envers le Club de Paris (2,42 Mds USD prévues pour la fin mai) et que se poursuivent, en parallèle, les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI), le président Alberto

Fernandez poursuit ses échanges avec les dirigeants européens, à travers notamment un entretien virtuel avec la chancelière allemande Angela Merkel organisé le 26 mai. Peu d'informations ont filtré sur cet entretien qui visait surtout, pour l'Argentine, à obtenir le soutien de son premier créancier au sein du Club de Paris (37,37 % des arriérés, devant le Japon à 22,34 %, selon la presse).

A la complexité des négociations, se rajoute désormais la fronde d'une partie de la classe politique et des dirigeants syndicaux (CGT et camionneurs), symbole d'une appropriation incomplète des négociations en cours. Ainsi, la proclamation du 25 mai intitulée « La santé et la vie d'abord, la dette ensuite », publiée à

l'occasion du 211^{ème} anniversaire de la Révolution de mai, réclame notamment la suspension des paiements de la charge de la dette (principal et intérêts) envers le Club de Paris et le FMI aussi longtemps que durera l'urgence sanitaire. En outre, les signataires demandent la reprogrammation des échéances envers l'ensemble des organismes financiers internationaux selon un calendrier tenant compte des véritables capacités de paiement de l'Argentine et l'utilisation des 4,3 Mds USD résultant de l'émission de nouveaux droits de tirage spécial du FMI (DTS) pour conforter les réserves internationales de la Banque centrale (BCRA) et privilégier les dépenses notamment de santé et d'éducation. La lettre ouverte exige aussi des poursuites judiciaires à l'encontre des représentants de l'administration précédente impliqués dans l'obtention du SBA avec le FMI.

Signe supplémentaire d'un contexte peu porteur pour les négociations avec les créanciers, le gouverneur de la province de Buenos Aires, Axel Kicillof, a annoncé la 17^{ème} prolongation de la date-butoir de la négociation sur la restructuration de la dette provinciale (7,1 Mds USD, soit 70 % de l'ensemble des dettes provinciales), désormais fixée au 4 juin, soit un an après le début des négociations.

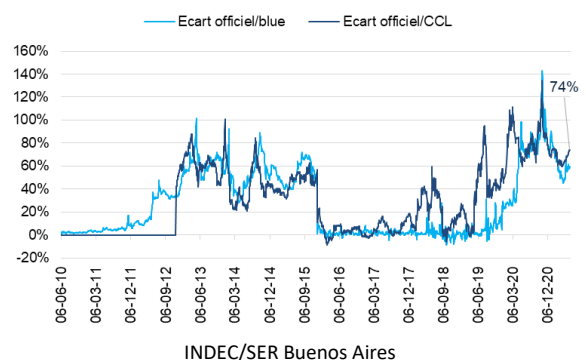
Les économistes maintiennent leurs prévisions de déficit budgétaire pour 2021, malgré la seconde vague, et soulignent la reconstitution rapide des réserves de change

Face au durcissement des restrictions sanitaires, le gouvernement a annoncé un soutien budgétaire de l'ordre 1,3 % du PIB, composé notamment de dépenses de santé (0,4 % du PIB), de l'extension du programme « Potenciar Trabajo » visant à améliorer

l'insertion sur le marché du travail (0,4 % du PIB) et du programme de protection de l'emploi Repro II (0,1 % du PIB). A ce stade, le déploiement de ces dispositifs ne remet pas en cause les prévisions de déficit primaire (-4,7 % du PIB en 2021) car la recrudescence des contaminations (supra) et ses effets sur les finances publiques avaient été largement anticipés par les économistes. De même, les économistes continuent de tabler sur un financement du solde budgétaire (-6 % du PIB) par les émissions monétaires (3,2 % du PIB prévus dans le budget 2021), la hausse de la collecte de l'impôt (taxe sur les exportations, rebond économique, impôt sur la fortune) et les émissions de titres en pesos.

Sur le front des réserves internationales, les perspectives restent bien orientées, grâce au durcissement des conditions d'accès au marché de change, à l'accalmie des tensions cambiales, même si se dessine un nouvel accroissement du différentiel de taux (74 % à la fin mai avec le taux CCL), et l'excellente tenue des exportations agricoles.

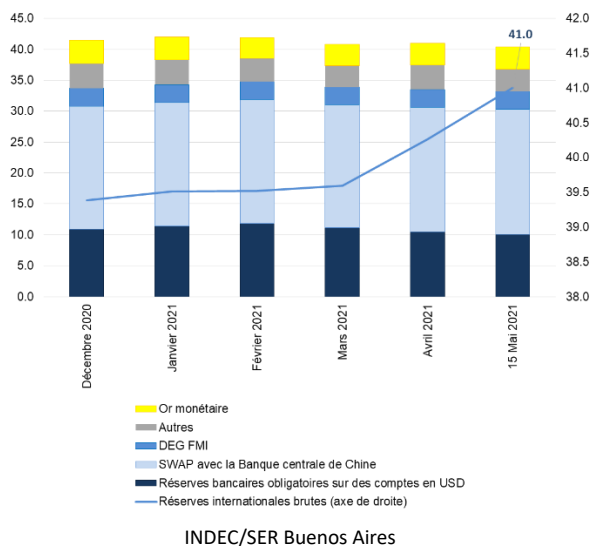
Evolution du différentiel des taux de change



A cet égard, les exportations s'élèvent à 21,5 Mds USD durant les 4 premiers mois de 2021 (+21,8 % sur un an), dont 5,5 Mds USD pour les produits primaires, permettant à la

balance commerciale d'afficher un excédent de 4 Mds USD. Dans ce contexte porteur, les avoirs en devises augmentent de 1,4 Md USD depuis le début de l'année (+1,7 Md USD d'achats de devises sur la période) pour atteindre 41 Mds USD à la mi-mai (10,7% du PIB de 2020). Selon les estimations, les réserves nettes seraient comprises entre 4,2 et 6,7 Mds USD.

Evolution des réserves internationales entre décembre 2020 et la mi-mai 2021



Dès lors, les économistes jugent satisfaisant le niveau des réserves de change, ce qui permet à l'Argentine de s'éloigner du seuil d'alerte pour défendre sa monnaie et couvrir ses engagements à court terme.


L'Argentine souhaite s'affirmer dans la transition vers l'hydrogène vert

Le Conseil économique et social présidé par Gustavo Beliz (ministre à la présidence, chargé des affaires stratégiques), a annoncé, lors de la conférence « Hacia una estrategia Nacional Hidrogeno 2030 » du 17 mai, l'élaboration d'une stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène au second semestre 2021. La conférence s'est tenue au Musée du Bicentenaire où ont été convoqués

les représentants des entreprises du secteur, du gouvernement et du secteur académique afin d'analyser le potentiel de développement de cette ressource. Le président Alberto Fernandez a conclu l'évènement en indiquant que le pays cherchait à élaborer une feuille de route rencontrant le consensus de tous les secteurs. Il a également affirmé que le gouvernement avançait dans l'amélioration du cadre législatif, réglementaire et technique permettant l'utilisation de l'hydrogène, ainsi que sur la conception des instruments de soutien aux industries productrices et utilisatrices. Cette réunion et ces annonces interviennent dans un contexte où le secteur s'organise. Y-tec, filiale d'YPF, société pétrolière publique, constituée avec l'institut de recherche public argentin, le CONICET, a lancé une initiative réunissant les acteurs existants et potentiels du secteur avec des chercheurs et universitaires autour de groupes de travail thématiques (modes de production, utilisation dans les transports, etc.). En parallèle, l'initiative Plataforma H2 Argentina, conduite par le député Gustavo Menna, prépare un proposition de loi sur l'hydrogène.

Les prix de l'immobilier s'effondrent à Buenos Aires, conséquence d'une activité atone

Selon le groupe indépendant Reporte Inmobiliario, le prix du mètre carré, libellé en dollar, dans la ville de Buenos Aires a baissé de 27% par rapport à mai 2019. Il s'agit du 9^{ème} trimestre consécutif de repli, les prix se situant désormais à leur niveau de 2012. Cette diminution, renforcée par l'instauration du contrôle des changes en 2019, la récession de ces trois dernières années et la crise sanitaire, trouve ses racines



dans les dévaluations successives et le tarissement des crédits immobiliers à partir du premier semestre 2018.

Et pour cause, la dépréciation du peso, les poussées inflationnistes et le contrôle des changes sont des freins puissants à l'accès des Argentins à la propriété, dont les prix demeurent libellés en devises. A titre d'illustration, le prix moyen au mètre carré d'un appartement de 2 à 3 pièces à Buenos Aires serait passé de 2.367 USD/m² en 2018 à 1.732 USD/m², avec de fortes amplitudes selon le quartier (885 USD/m² dans le quartier de Constitución et jusqu'à plus de 3.200 USD/m² à Recoleta, Barrio Norte et Palermo).

Les autorités argentines rétablissent la taxe sur les transactions financières effectuées sur des plateformes non bancaires

A travers le décret 301/2021, les autorités argentines ont rétabli, début mai, l'impôt dit « sur le chèque », correspondant à une taxe appliquée aux entreprises sur toutes les transactions financières réalisées à travers des plateformes non-bancaires, notamment Mercado Pago et Uala.

Les autorités argentines justifient le rétablissement de ce dispositif par la volonté d'établir un traitement fiscal égalitaire entre les transactions financières opérées via les banques et celles faites à travers les plateformes non bancaires. Il permettra aussi à l'Etat de collecter une nouvelle ressource fiscale dans un contexte de grande incertitude sur l'évolution de la crise sanitaire et la conclusion des négociations avec le FMI.

Le décret, qui ne s'appliquera pas aux autoentrepreneurs, micro et petites

entreprises ainsi qu'aux particuliers, prendra effet à partir d'août. Pour rappel, cette taxe avait été retirée en 2018 au motif de l'inclusion financière car l'ouverture d'un compte bancaire restait difficile pour une partie de la population.

CHILI

Réactions mitigées suite à la mise en place du « pass mobilité »

Le nouveau « pass mobilité », téléchargeable depuis le 26 mai, permet désormais aux personnes ayant complété leur processus de vaccination de se déplacer sans restrictions à l'intérieur des communes situées en phase 1 (confinement) et 2 (transition). Il autorise également les déplacements interrégionaux, jusqu'à présent interdits pour les habitants de ces communes, sauf motif impérieux.

Plusieurs organisations médicales ont manifesté leur opposition à ce dispositif, compte tenu de la situation sanitaire encore précaire dans le pays. Cependant, l'industrie du tourisme a accueilli favorablement cette décision et espère une reprise partielle de l'activité dans les semaines à venir. Le cours de l'action de la compagnie aérienne Latam a bondi de 13 % le 24 mai, après l'annonce par le gouvernement de la mise en place de ce document. Les experts prévoient néanmoins un impact limité sur l'activité touristique et de transport aérien, tant que les frontières du pays resteront fermées.

Reprise des flux d'investissements étrangers dans un contexte incertain

Selon la Banque centrale, les flux d'investissements directs étrangers se sont

élevés à 2,7 Mds USD au 1^{er} trimestre 2021, représentant une hausse de 399 % comparé au T4 2020 mais une chute de 55 % sur un an. La reprise au T1 2021 est due en grande partie (1,5 Md USD) aux bénéficiaires réinvestis des filiales chiliennes des groupes étrangers. Sur l'exercice 2020, les flux d'IDE ont diminué de 32 % par rapport à 2019, s'établissant à 8 Mds USD.

Les perspectives à terme restent incertaines, dans le contexte politique et législatif à venir (élections présidentielles, nouvelle constitution, réforme fiscale). Cependant, le portefeuille de projets recensés par l'agence nationale Invest Chile s'élevait à 21 Md USD fin 2020 (+23 % par rapport à la fin 2019) et celui du ministère de l'économie dépassait, fin avril, les 74 Mds USD (soit le niveau de 2018), principalement dans les secteurs de la mine et des énergies renouvelables.

PARAGUAY

La Banque centrale maintient inchangé son taux directeur

Le comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale a décidé de maintenir le taux d'intérêt annuel à 0,75 %, prolongeant ainsi la politique monétaire accommodante.

Cette annonce a aussi été l'occasion pour le comité de partager son analyse sur la conjoncture économique mondiale et nationale, ainsi que ses perspectives pour le Paraguay. Le CPM juge notamment favorables les perspectives de croissance de ses principaux partenaires, mais contrebalance ce facteur haussier par les risques générés par la recrudescence de la pandémie de covid-19 dans la région. Cette incertitude justifie donc de maintenir des


conditions monétaires accommodantes afin d'éviter un retrait prématuré du soutien à la liquidité des entreprises et des ménages.

Au-delà du rebond technique attendu, l'activité et la demande sont restées bien orientées en mars. Du côté de l'offre, les secteurs de la construction, de l'industrie et du commerce ont notamment fait preuve d'un dynamisme certain. Malgré une augmentation des prix de l'alimentation, liée à la hausse des prix internationaux des matières premières et d'une demande externe accrue, l'inflation reste contenue au Paraguay (l'inflation interannuelle était de 2,5 % en avril 2021), du fait de la faible hausse des prix observée dans le secteur des services. Et si l'inflation interannuelle devrait enregistrer un rebond dans les prochains mois, bénéficiant d'une base comparative faible, elle devrait toutefois décroître à nouveau d'ici la fin de l'année. Au cours des 12 prochains mois, les anticipations du marché demeurent ainsi comprises entre 3,6 et 4 %. Le CPM estime que le taux d'intérêt annuel bas ne devrait dès lors pas remettre en cause l'objectif d'inflation fixé à 4 %.

URUGUAY

Quatre institutions bancaires se lancent dans l'opération de transferts interbancaires instantanés

Dans le cadre de la feuille de route pour le développement d'un système de paiements sûr et efficace, la Banque centrale de l'Uruguay s'était donné pour objectif de mettre en place des transferts interbancaires instantanés (paiements en temps réel). Une première étape a été franchie dans ce sens, avec le lancement par 4 institutions bancaires de leurs services de transferts interbancaires instantanés. La Banque de la



République Orientale de l'Uruguay (BROU), Itaú, HSBC et Citi ont ainsi commencé à proposer ce service, limité pour le moment aux horaires de travail mais avec comme objectif de le rendre bientôt en accès continu.

Certaines d'entre elles proposent également un système de « marquage » afin de visualiser partiellement le nom du destinataire au moment de l'entrée des informations bancaires, assurant ainsi à l'utilisateur la bonne destination de son transfert.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Laurent Charpin, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

julie.veguer@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)